



## Quel avenir pour ce plat pays qui est devenu le mien ?

n.c.

Vendredi 23 janvier 2009

### Carte blanche

Silvana Panciera Citoyenne belge d'origine italienne, lauréate pour la Belgique du prix « Femmes d'Europe » en 1994.

Je suis arrivée à Leuven en 1968 pour y suivre la sociologie et je pensais repartir cinq ans plus tard. Mais la question du statut des étrangers en 1970 et l'engagement durable (1) dans les enjeux de l'immigration qui ont suivi, m'y ont enracinée. À ses débuts, le mouvement pour les immigrés se menait en front uni, Flamands et francophones, et je pouvais facilement échanger aussi bien avec des militants d'Amada qu'avec des bénévoles du Mrax ou d'Entraide et Fraternité. Objectif 82, mouvement né à la fin des années 70, pour revendiquer le droit de vote pour les migrants aux élections communales, a duré tout un temps en front commun. Ainsi je me suis fait des ami(e)s, même des très bon(ne)s « dans les deux camps ».

N'ayant pas été socialisée en Belgique dès ma petite enfance, j'ai pu grandir sans avoir intégré les allergies communautaires qui constituent la culture profonde (non retravaillée du point de vue émotionnel) de ce pays. Comment expliquer sans cela le fait que malgré les nombreuses années d'étude du néerlandais ou du français comme seconde langue, nombreux sont ceux et celles qui ne parviennent pas à tenir une conversation fluide ? Les enseignants connaissent très bien l'impact des barrières émotionnelles à l'apprentissage.

Quant à moi, c'est grâce au superbe film *Daens* de Stijn Coninx que j'ai

quelque peu mesuré l'épaisseur historique de cette question. Le film commence avec l'arrivée du Père Daens à Aalst en 1893 et relie la problématique des classes sociales à celle dite « communautaire ». Mais ce film n'est pas qu'une vieille histoire où on voit entre autres une commission d'inspection parlant uniquement français venue dans l'usine après un accident de travail et qui ne peut pas comprendre les plaintes en flamand des ouvriers du textile surexploités. Cette histoire agit de nos jours encore, alors que les positions se sont modifiées et les images se sont brouillées.

La Belgique porte encore les blessures de son histoire sociale mais elle a préféré cacher les cadavres dans les placards. Et aujourd'hui quand on les sort, ce n'est pas pour les enterrer dignement mais plutôt pour les mettre au pilori, comme on faisait au Moyen Age pour effrayer les gens.

Depuis des années, comme tous « les petits citoyens » qui s'inquiètent de l'effritement de ce pays, je m'interroge sur son avenir. Je n'ai pas de solutions à proposer, mais quelques principes méthodologiques pour les chercher. Nous savons tous que les bonnes solutions ne naissent pas si les personnes ne se parlent pas et ne s'écoutent pas. Est-il vrai qu'on serait peut-être même arrivé (e)s aujourd'hui au point tel de ne plus vouloir faire ensemble, Flamands et francophones, l'« unité dans la diversité » ? Pourtant, quelle belle occasion de lutter contre la tendance au séparatisme identitaire et à la balkanisation de nos sociétés de plus en plus composites. La Belgique pourrait encore être un modèle d'action interculturelle, cette fois-ci entre Flamands et francophones, comme elle l'a été lors de la création des Conseils consultatifs communaux des immigrés à la fin des années soixante (2) et dans l'intégration de « nouveaux belges » dans le monde des mandataires politiques à partir de ce nouveau millénaire.

Cela m'amène à une indication de route si facile à croire et pourtant si difficile à suivre : pour chercher une solution partagée, même de séparation si c'était la meilleure des solutions possibles, il faut commencer par entendre les raisons de l'autre et en comprendre les implicites culturels. Toute la pédagogie interculturelle le proclame. Et moi, qui fréquente « les deux camps », je vois bien que ces raisons, on ne les entend pas. Il faut donc d'abord multiplier des initiatives de vrai dialogue, à l'instar de celles qui ont eu lieu dans des cafés

liégeois, mais hélas pendant une seule journée, où dans un climat de sympathie, devant un « verre de l'amitié », un(e) Flamand(e) et un(e) francophones discutaient de l'avenir de la Belgique.

Mais cette fois-ci pour avancer, il faudrait des échanges accompagnés par des médiateurs interculturels. L'interculturel concerne toutes les différences : il commence devant sa porte et même dès l'intérieur de sa maison ! Et pour une fois, ne vaudrait-il pas mieux que ces médiateurs soient des « nouveaux belges », formés à la méthodologie de la médiation bien sûr, qui aiment la Belgique et la connaissent à fond, mais qui ont échappé à la varicelle communautaire dans leur enfance ? Le virus de la varicelle, permettez-moi cette analogie, attrapé dans l'enfance, en cas de stress intense, peut dégénérer plus tard et à n'importe quel âge sous forme de zona, qui fait beaucoup souffrir, qui démange et laisse pour toujours des séquelles.

Je propose donc une vaste opération de consultation populaire et d'éducation permanente, une sorte d'« États généraux de l'avenir de la Belgique » que toutes les forces de la société civile devraient promouvoir en commençant par les deux pendants linguistiques de leur organisation, par exemple la Ligue des droits de l'homme avec la Liga van de mensenrechten. Je pense qu'il vaudrait mieux commencer par la société civile, car les partis sont dans une logique d'opposition trop marquée. Je suis en plus persuadée, pour avoir parlé avec bon nombre de gens, que les citoyens réagiraient autrement s'ils n'étaient pas trop excités par les propos politicards et populistes de certain(e)s.

Cette opération aurait comme effet politique (au sens noble du terme) non seulement de mieux savoir ce que les Belges pensent et veulent de leur pays, mais aussi de dépasser les stéréotypes réciproques, de guérir des rancunes, de raisonner sur des projections et de trouver l'esquisse d'un éventuel nouveau contrat social et de ses nouvelles loyautés.

L'opération devra se prévaloir de la méthodologie de la « recherche-action », une méthodologie du changement, qui permet d'entrer dans un processus objectif de recherche de solutions raisonnées avec les intéressés. Car aujourd'hui encore, personne n'a mesuré le pour et le contre des diverses propositions d'avenir lancées dans les arènes du déchaînement médiatique.

Une opération de démocratie et de management doit être pilotée par un organisme qui a de la crédibilité dans les deux camps. Je pense à la Fondation Roi Baudouin pour des raisons d'opportunité et d'efficacité mais aussi parce qu'elle me rappelle une émotion que j'ai vécue une seule fois et que j'ai éprouvée à la vue de ces longues files multiculturelles s'allongeant devant le palais royal en vue de rendre hommage à la dépouille de cet homme magnifique. Pour la première et seule fois en 40 ans, j'ai ressenti l'intime unité du peuple belge.

(1) Dès 1974, présidente du Comité de liaison des associations immigrées auprès de « l'alors Commission Française de la culture ». Co-fondatrice du Casi-UO, du COTeN, et vice-présidente du CBAI depuis sa fondation jusqu'en 2001.

(2) Silvana Panciera, Les conseils consultatifs communaux des immigrés, Cahier du Crisp, n.963 du 21 mai 1982.